

Libre propos Hors saison

Flavien ENONGOUE *

Libreville/Gabon

EN campagne électorale permanente depuis qu'il a décidé, en 2014, de rejoindre les rangs de l'opposition, Jean Ping a effectué, récemment, une tournée politique dans l'Ogooué-Ivindo. Me trouvant à l'étranger, précisément à Liège (Belgique) où se tenait, du 20 au 23 juillet 2015, la 2e édition du Forum mondial de la langue française (FMLF 2015), je m'efforçais malgré tout de prendre des nouvelles, non sur les péripéties de son voyage au bout de la nuit ogivine, mais au sujet du message qu'il délivrait aux populations de cette contrée où je suis électeur.

J'aurais été au Gabon que je serais allé au village voir l'homme de mes yeux et l'entendre de mes oreilles. Car, à l'écouter à travers les médias, surtout internationaux, il me semble qu'il a beaucoup perdu de son latin politico-diplomatique depuis qu'il a trouvé son chemin de Damas en enfilant le manteau douillet et les gants blancs de l'opposant radical.

Il y a une dizaine d'années, j'ai eu l'occasion de le rencontrer sous un jour bien différent, juste avant la fin de son long bail gouvernemental aux Affaires étrangères. Alors jeune enseignant-chercheur, notamment en Relations Internationales, j'avais été invité, à deux (2) reprises, pour y faire une communication à la faveur de la célébration dans notre pays de la Journée de l'Afrique.

Les nouvelles qui me parvenaient à Liège, via la presse en ligne, les réseaux sociaux ainsi que personnels, confirmaient terriblement que l'homme, en se convertissant au radicalisme politique, est depuis lors frappé d'amnésie sur son passé. Nouveau-né politique, il a découvert en Ogooué-Ivindo la pauvreté absolue, un sous-développement qui ferait de cette contrée la dernière du pays, et a assuré les populations rencontrées de sa ferme volonté et de son engagement à changer leur vie misérable le temps d'un mandat présidentiel.

Ce n'est pas me montrer désobligeant à son endroit que de lui dire que je pensais à lui en écoutant le dernier Francis Cabrel dans l'avion qui m'a ramené au pays : « Tout ce qu'il nous promet depuis la tribune // On attendra que ça tombe de la lune // Il est soulevé par la grâce, il dit qu'il va changer nos vies // Sous les dorures des palaces, on a juste peur qu'il oublie [...] » (Dur comme fer, dans l'album In Extremis, Sony, 2015).

Jean Ping ne pouvait laisser passer l'occasion de sa tournée dans l'Ogooué-Ivindo sans évoquer Belinga, pour dénoncer la mise à l'oubli du projet. C'est une posture constante des figures de l'opposition, depuis le retour au pluralisme politique, de chercher, vaillamment, à se mettre en phase avec le microclimat politique local. D'autres s'y étaient essayés bien avant lui, avec une certaine réussite pour quelques-uns. Je pense tout particulièrement au Père Paul Mba Abessole, dans les années 1990 et, dans une moindre mesure, au regretté Pierre Mamboundou en 2009. Outre une certaine efficacité de la mystique du verbe pour le premier, les trajectoires politiques respectives de ces deux (2) figures plaident en leur faveur et rendaient leurs critiques audibles dans la contrée. Ce à quoi ne peut aujourd'hui prétendre Jean Ping, opposant radical devenu sur le tard.

Pour espérer le contraire, il lui importait non seulement de bien identifier les temps à employer dans la construction de son discours, mais surtout d'en réussir la concordance. Le seul usage de l'incontournable indicatif présent, auquel il s'est livré volontiers en Ogooué-Ivindo, en pointant un doigt accusateur sur le régime actuel, le met totalement « hors saison », ainsi que tous ses interlocuteurs politiques ogivins qui l'ont précipité, pieds joints, dans le bourbier de la politisation partisane de ce que j'appellerai la palabre du fer. Tous semblent n'avoir pas compris que, dans les différentes séquences de l'histoire du projet d'exploitation du gisement de fer de Bélinga – il en existe cinq (5) –, celle ouverte par Ali Bongo Ondimba en 2009, en promettant la remise à plat du dossier, lors de son meeting de campagne au Stade municipal Alexandre Sambat de Makokou, n'est en rien comparable aux précédentes. Cette sé-

quence répond à une approche pragmatique, laissant davantage place à la réalité économique qu'aux sirènes de la politique, et fait retour aux fondamentaux de la formulation initiale du projet au crépuscule de l'aventure coloniale.

En effet, les premières tentatives d'exploitation d'envergure moins artisanale du fer dans la localité ne vinrent pas du Gabon, mais plutôt de la capitale de l'Afrique Équatoriale Française quand, « En 1942, Monsieur Vairon, de Brazzaville, attiré par le fer de Boka-Boka, obtint un permis d'exploitation. Un convoi de cent onze porteurs fit un transport de minerai entre Boka-Boka et Lebango (180 km) mais les appels d'offre lancés par Monsieur Vairon pour un transport automobile n'eurent aucun écho et l'exploitation dut s'arrêter ». (G. Serre, Lettres d'Afrique, Paris, l'Harmattan, 2003, p.171).

Les différentes études et missions de recherches géologiques entreprises après la guerre permirent de confirmer le potentiel minier. Et rares sont ceux qui se souviennent encore aujourd'hui de ce que, dans la 2nde moitié des années 1950, la relance de l'économie de la colonie, après la douloureuse épreuve de la guerre, reposait sur l'Ogooué-Ivindo. Au sommet du pouvoir colonial, on en parlait en terme d'espoir du Gabon ; fondé sur le projet d'exploitation de ce qu'on appelait alors le gisement de fer de Mékambo.

La création, en 1955, du Syndicat de Mékambo, associant le Bureau Minier de la France d'Outre-mer, la Bethlehem Steel et la Banque de Paris et des Pays-Bas, peut être considérée comme l'acte de naissance d'un projet d'exploitation qui allait par la suite gagner en densité à mesure que les recherches se révélaient plus prometteuses. Ces acteurs initiaux furent aussitôt rejoints par d'autres, en l'occurrence des sidérurgistes français, allemands, belges et hollandais pour mettre en place, en 1958, un consortium dont les Annales de géographie évoquèrent la création en ces termes : « Après deux années d'études, une société d'exploitation du gisement de fer de Mékambo, au Gabon, a été fondée le 27 avril. Elle comprend la Bethlehem Steel, qui apporte la moitié du capital, le Bureau minier de la France d'Outre-mer et diverses sociétés sidérurgiques françaises et européennes. Les réserves du gisement dépassent 500 millions de tonnes. L'évacuation du minerai (10.000.000 de t par an) suppose l'installation d'une voie ferrée de 700 km, des confins du Cameroun et du Moyen-Congo au port d'exportation qui sera sans doute situé au Nord de Libreville. » (G. Grelon, « Chronique géographique », in Annales de géographie, Vol. 67, n° 361, 1958, (pp. 275-276), p. 275).

De ce qu'il m'a été donné de lire ou d'entendre dans les médias sur l'état actuel de ce qui est devenu avec le temps le projet Belinga, on peut dire que les principaux repères furent plus ou moins déjà définis en 1958, même s'il n'est pas sans importance de noter qu'en parlant (au singulier) du gisement de fer de Mékambo, l'annonce enthousiaste des Annales de géographie manquait de traduire correctement l'évolution importante du projet, lisible à travers la pluralité des mines à laquelle fait référence le nom du consortium : Société des Mines de fer de Mékambo (SOMIFER).

Alors que les Districts de Boka-Boka et Batouala ne sont constitués chacun que d'une seule crête ferrifère, Belinga en concentre une dizaine. Les recherches réalisées pour approfondir la connaissance des gisements conduisirent, en 1960, à situer les réserves en minerai à près de 900 Mt, avec 570 Mt pour Bélinga, 200 Mt pour Boka-Boka et 100 Mt pour Batouala. C'est en l'état, pour ainsi dire dans la lettre comme dans l'esprit, que le Gabon indépendant hérita du projet colonial. Mais, à la dimension stratégique pour l'économie du pays, déjà présente dans la formulation initiale, Léon Mba ajoutera l'enjeu géopolitique, et s'emploiera à convaincre les partenaires diplomatiques, principalement la France et les États-Unis d'Amérique, que l'avenir du Gabon en dépendait. S'il fallait, pour le public de l'époque comme pour la postérité, les preuves de l'intérêt singulier qu'il portait à la réalisation de ce projet, les images du dossier y relatif - exposé ostensiblement aux journalistes au sortir de l'une de ses premières audiences à l'Élysée - en constituent

le témoignage incontestable. Tout comme la dramatisation de l'enjeu géopolitique. Les plus anciens ont peut-être encore en mémoire la tonitruante accusation lancée au sortir de l'audience avec le Général de Gaulle : « On veut nous voler Mékambo ! »

Léon Mba soupçonnait clairement le voisin congolais d'avoir des prétentions territoriales sur l'ensemble de la région du Haut Ivindo pour s'approprier les richesses du sous-sol et entraver ainsi le développement du Gabon ; signe que le contentieux politique de la période coloniale avait survécu à l'accession des deux pays à l'indépendance. Les nouvelles accusations contribuèrent à renforcer la méfiance, et parfois même l'hostilité à l'égard du Congo, au profit de l'affirmation du sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Elles visaient aussi à faire apparaître Léon Mba comme le garant des intérêts stratégiques et géopolitiques du Gabon indépendant, lors même qu'il était critiqué par une partie de l'élite intellectuelle gabonaise en formation en France, de les avoir bradés à l'ancienne puissance coloniale. Et son action diplomatique témoignait de sa détermination à faire aboutir cet important projet. En 1963, la SOMIFER fut confortée dans sa position de partenaire technique stratégique, par un décret lui concédant l'exploitation pour une durée de 75 ans. Elle élaborait, deux ans après, un projet d'exploitation faisant apparaître la question de l'évacuation du minerai comme le problème majeur, et finalement la raison principale de ce qui allait se produire quelques années plus tard sous son successeur : la mise à l'oubli du projet.

Il était en effet établi que la construction d'une voie ferrée pour l'évacuation du minerai, envisagée dès 1958, constituait, dans le contexte international de baisse considérable des cours mondiaux du minerai de fer et de faiblesse de la demande, un facteur handicapant pour la réalisation du projet. Le fer n'étant quasiment plus un minerai stratégique sur le marché international de l'époque, il en résultait logiquement pour ce projet, la perte de la dimension stratégique qu'il avait pour l'économie du pays depuis sa formulation initiale au crépuscule de la période coloniale ; surtout que, d'autres projets structurants, de dimension plus modeste mais à la rentabilité certaine, avaient entre-temps vu le jour, et étaient en cours de réalisation : l'exploitation de l'uranium et du manganèse dans le Haut-Ogooué et celle du pétrole dans l'Ogooué-Maritime.

Avec le recul du temps, on peut s'interroger sur les motivations politiques de l'époque ayant conduit Omar Bongo à opter pour la stratégie du tabou politique, manifestement contreproductive, lors même que le message des faits lui donnait la possibilité de procéder autrement. Peut-être y avait-il, dans la stratégie adoptée, une part non négligeable de l'influence du contexte politique du parti unique, dans lequel le locuteur politique, exclusivement préoccupé par la dimension hégémonique de son énoncé, faisait très peu cas des contraintes extérieures de recevabilité de celui-ci. En conséquence de quoi, la « vigilance métalinguistique », entendue comme la prise en compte des « effets probables de ce qui est dit », ne s'exerçait souvent que dans le sens d'une nécessité de taire toute note qui pouvait paraître discordante.

Pendant que les locuteurs politiques s'en tenaient globalement à cette discipline bien wittgensteinienne, selon laquelle « sur ce dont on ne peut parler, il faut garder le silence », on pouvait constater « par le bas » l'émergence des discours obéissant à la logique contraire, celle derridienne de ne surtout pas taire ce qu'on ne peut dire. C'est que, le souvenir de l'ancienneté et de l'ampleur du travail artisanal du fer dans la localité, conjugué au fait que, pendant une bonne dizaine d'années (1955-1965), l'Ogooué-Ivindo avait été au cœur des préoccupations du centre politique dirigeant, qui y voyait le pôle géographique du développement économique du pays, avaient fini par convaincre les populations de ce que la localité était appelée à devenir malgré tout un foyer métallurgique prospère.

Le paradoxe n'est en réalité qu'apparent pour qu'on ne se laisse pas intéresser à la manière dont se nouent les relations complexes entre la mémoire, l'histoire et l'oubli (Paul Ricoeur). C'est

que, à rebours du discours officiel, précisément de l'épais silence qui en tenait lieu, allait se construire, au sujet de l'avenir industriel de la localité, un « discours populaire » traduisant la vivacité de « l'aptitude au souvenir » de la part d'une population profondément habitée par « ce que le passé a stocké ou mis en mémoire », dans l'inconscient de la société (Achille Mbembe). Ainsi naquit ce qu'il conviendrait d'appeler la palabre du fer, afin de traduire les conséquences politiques du formidable malentendu ayant accompagné la mise à l'oubli du projet.

Avec la fermeture de la longue parenthèse du parti unique, le discours des acteurs de l'opposition de l'époque, s'était localement focalisé sur cette mise à l'oubli du projet comme témoignage d'une volonté politique du pouvoir de mettre la région à l'écart du développement. Malgré un certain écho des actes d'accusations, la province n'a jamais basculé entièrement dans l'opposition, mais compte depuis lors parmi les terres d'élection du régime.

C'est Omar Bongo Ondimba lui-même qui requit, au milieu des années 2000, de briser le tabou politique, en s'engageant à réaliser Bélinga, tenu désormais pour « le projet du siècle ». Mais son attribution au consortium chinois de CMEC, au détriment du brésilien Vale, s'est révélée être, à l'épreuve des faits, « un mauvais choix, [...] imputable aux intrigues de palais » (Cf. "Les douze travaux d'Ali", in Jeune Afrique, 17 novembre 2009). Il ne fait l'ombre d'aucun doute que Jean Ping compte parmi les proches collaborateurs qui manœuvrèrent avec habileté pour orienter ce choix.

La suite est connue de tous les Gabonais : pour sortir le projet de l'enlisement où le conduisirent ces manœuvres, l'Etat s'est résolu l'année dernière à signer un chèque de 17 milliards de Francs CFA au partenaire chinois, et s'investit depuis lors à réexaminer en profondeur le projet, avant de le remettre sur le marché.

Si l'histoire erratique de ce projet devrait servir localement de thème de campagne en 2016, lors de la prochaine élection présidentielle, il y a fort à parier que les électeurs de la contrée n'hésiteront pas à mettre sur la balance les conséquences des intrigues des uns et la décision d'Ali Bongo Ondimba, prise dans l'intérêt de la nation, et non pour empêcher le développement de l'Ogooué-Ivindo.

Que Jean Ping ait croisé au passage plus de misérables dans la contrée que partout ailleurs sur le territoire national, je ne saurais exprimer le moindre doute. Je peux simplement lui dire que, s'ingénier à tirer un trait d'union avec la prétendue mise à l'oubli de Belinga par Ali Bongo Ondimba, relève de la prestidigitation politique. Ceux dont la profession est de "saisir et comprendre ce qui est", savent qu'il en est ainsi depuis fort longtemps ; ainsi que l'atteste le constat désabusé de l'Administrateur colonial Gérard Serre, qui servit dans la région, nommé comme Chef du District de Mékambo de 1949 à 1951 : « Autant vous dire que dans l'A.E.F., c'est le Gabon qui a de loin la réputation la plus minable et que de ce point de vue, à l'intérieur du Gabon, c'est l'Ogooué-Ivindo qui bat tous les records. » (G. Serre, Lettres d'Afrique, op. cit., p.152).

Cet exercice de mémoire est nécessaire à qui-conque voudrait emprunter les chemins escarpés de la Zadié, l'Ivindo, la M'vong et l'Ogooué, pour bien mener sa barque politique à Libreville. Il permet de réaliser que, si la palabre du fer a une influence réelle sur les variations du microclimat politique ogivine, ce n'est jamais comme levain du ressentiment politique ou pour alimenter le discours des lamentations ; elle ne s'est jamais voulue inutilement contentieuse, parce qu'elle est fondamentalement champ/chants des possibles. Chez les Ogivins, Belinga est bien plus qu'un projet industriel : il est aux générations postcoloniales, ce que Kem-boma fut pour les précédentes, c'est-à-dire le symbole tout à la fois de « la fascination de l'éternel hier » (Max Weber) et de la quête raisonnable d'une terre d'espérance.

Il faut bien plus qu'une posture politique pour être à la hauteur de l'enjeu.

* Maître-Assistant de Philosophie politique Université Omar Bongo (UOB).